

# De Calvin à l'aide au tiers-monde

Autor(en): **Biéler, André**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **23 (1965)**

Heft 3

PDF erstellt am: **25.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-135918>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

# De Calvin à l'aide au tiers-monde <sup>1</sup>

André Biéler

docteur ès sciences économiques, chargé de cours à la Faculté de théologie,  
Université de Genève

Pour formuler très simplement les choses, nous dirons que notre propos se ramène aux questions suivantes: *Dieu a-t-il quelque chose à dire au sujet de notre vie économique et sociale?* Et si oui, *comment* le dit-il? Calvin peut-il nous aider à le comprendre? Finalement, qu'est-ce que cela signifie pour nous *aujourd'hui*?

Ces questions sont extrêmement importantes. On entend souvent affirmer, en effet, de façon péremptoire, que l'Eglise n'a pas à se mêler de questions économiques et sociales. Ce qui revient à dire que Dieu se désintéresse de notre sort temporel et de notre vie matérielle. Qu'en savons-nous? Il y a autant de légèreté à affirmer que l'Eglise sort de son rôle en s'occupant de problèmes sociaux qu'à proclamer le contraire sans chercher à établir, avec une certaine rigueur, comment Dieu nous parle de ces questions, avec quels moyens et selon quelles méthodes.

Nous voulons donc essayer de comprendre comment Calvin a abordé les problèmes de l'actualité économique et sociale de son époque; puis nous tenterons de saisir ce que cela peut bien signifier pour nous, chrétiens du xx<sup>e</sup> siècle, en particulier sur un point précis de l'actualité sociale, choisi parmi beaucoup d'autres en raison de son urgence: la collaboration avec le tiers-monde pour apporter une contribution à la solution du problème mondial de la faim (J'insiste sur le fait qu'il s'agit d'un point parmi beaucoup d'autres, et qu'il ne saurait être le seul à devoir retenir l'attention des chrétiens placés en face des nombreux impératifs sociaux de notre époque).

Pour comprendre la nouveauté et l'originalité exceptionnelle de la pensée et de l'action sociale calviniennes, il faut les situer dans leur cadre historique.

Quelle que soit la date à laquelle on fait remonter l'origine du capitalisme, on peut s'accorder à reconnaître que c'est au moment de la Renaissance et de la Réforme qu'il a commencé à modifier fondamentalement les structures de la société. La concentration commerciale et financière qu'il a entraînée, puis, plus tard, la concentration industrielle, ont créé entre les hommes un nouveau type de relations sociales et économiques, les relations à dimension longue.

---

<sup>1</sup> Conférence prononcée à la salle Centrale de Genève, lors de la « Décade calvinienne », à l'occasion du quatre centième anniversaire de la mort de Jean Calvin. Cette conférence était suivie d'une « table ronde » à laquelle participaient M. l'ambassadeur A. Lindt, délégué du Conseil fédéral à l'Assistance technique, M. le conseiller d'Etat A. Chavanne, MM. P. Bungener, directeur de l'Institut africain de Genève, J.-M. Chappuis, journaliste, C. Dominicé, professeur de droit international, J. Fischer, du Département d'entraide du Conseil œcuménique des Eglises, P. Rossy, Dr h.c., ancien directeur de la Banque nationale suisse.

Je m'explique: dans la nouvelle société industrielle, les comportements économiques de l'individu, qu'il soit producteur, consommateur ou financier, ne déterminent plus seulement, comme auparavant, ses rapports directs avec le prochain; ils pèsent encore, de façon invisible mais décisive, sur un réseau de relations nouvelles à longue distance qui façonnent son destin et celui de la collectivité de façon plus efficace encore que ne le font ses rapports immédiats.

C'est ainsi, par exemple, que l'industrialisation de l'Occident a créé à ses débuts, et pour ainsi dire de toutes pièces, une nouvelle classe de la société que les Allemands appellent « der vierte Stand », et que nous devons nommer, faute d'une meilleure terminologie, le prolétariat.

Quelle que fût la valeur morale des individus qui la composaient, cette classe de la population fut frappée à son origine d'une pauvreté endémique qui n'avait plus aucun rapport avec la qualité morale du travail qu'elle produisait. L'ancienne échelle des valeurs qui rattachait à plus ou moins juste titre (en dehors des cas d'infortune) la misère à la paresse et la prospérité à la vertu, si elle demeurait encore partiellement valable en milieu bourgeois, ou en milieu rural, perdait toute sa signification en milieu prolétarien. Les composantes socio-économiques de la vie personnelle échappaient de plus en plus aux décisions conscientes de l'individu et formaient un mécanisme collectif nouveau sur lequel agissaient de façon toujours plus déterminante — bien que pas exclusive, bien sûr — les décisions collectives.

Cette nouvelle situation humaine aurait dû faire naître, pour ce type de relations à longue distance, une éthique nouvelle, en prolongation de l'ancienne, une éthique sociale collective qui fût accordée à la nature nouvelle des faits sociaux.

Malheureusement il n'en fut rien. Seule une prise de conscience commune de la vraie nature des relations humaines nouvelles eût permis de l'élaborer. Mais les mécanismes de l'économie étaient encore trop inconnus et la tradition de l'éthique individuelle trop puissante.

Il faut le dire: quelles qu'aient été les erreurs de Karl Marx, ce n'est que depuis que sa pensée a exercé une certaine influence sur notre réflexion que la dimension collective de l'homme et de son éthique a émergé définitivement dans la conscience de l'humanité; mais il n'est encore visible nulle part que cette conscience nouvelle des rapports sociaux ait pénétré de façon décisive dans le christianisme, au point de lui faire produire une éthique qui dépasse résolument celle de l'ère précapitaliste et préindustrielle.

Or, ce qui doit retenir notre attention, c'est que Calvin, contrairement à ses contemporains et à la plupart des théologiens chrétiens des siècles suivants, semble avoir bien pressenti, de façon occasionnelle en tout cas, si ce n'est de façon systématique, cet aspect nouveau des relations sociales de l'ère moderne au seuil de laquelle il se trouvait, et il a su adapter sa méthode d'élaboration de l'éthique à cette perception nouvelle de la situation. C'est là certainement un des aspects de son génie et c'est, à coup sûr, ce qui fait de lui un contemporain qui a encore quelque chose d'essentiel à nous apprendre.

Nous ne voulons pas résumer ici ce que fut l'éthique économique et sociale de Calvin au xvi<sup>e</sup> siècle. Nous l'avons développée ailleurs<sup>1</sup> et ce rappel serait fastidieux. De plus, cela nous serait inutile, car nous vivons quatre siècles après le Réformateur et les temps se sont considérablement modifiés depuis lors.

En revanche, ce qui nous paraît d'une extrême importance, et d'une très grande actualité, c'est la *méthode* que Calvin a employée pour élaborer et pour appliquer cette éthique. Car, si les temps ont changé, la méthode, elle, demeure, parce qu'elle tient compte, précisément, du mouvement historique de l'évolution sociale. Et c'est la première éthique théologique chrétienne qui soit accordée aux nouvelles dimensions sociales du monde industriel moderne.

Nous pouvons caractériser cette éthique en soulignant les quatre caractères essentiels suivants (que nous allons développer très brièvement):

1. C'est une éthique solidement ancrée dans la théologie, entièrement dépendante du mystère central de la foi évangélique, de la personne et de l'œuvre du Christ. C'est une éthique théologique.

2. Elle procède d'une connaissance rigoureuse de la révélation biblique, mais d'une interprétation très dynamique de celle-ci, à la lumière des fluctuations historiques de la société. C'est une éthique biblique, accordée au dynamisme de l'histoire.

3. Elle s'actualise concrètement par un examen lucide des conjonctures toujours en évolution. Elle comporte une analyse rationnelle des faits socio-économiques.

4. Elle obtient une efficacité pratique exceptionnelle parce qu'elle commande une action adaptée aux circonstances et sans cesse renouvelée au contact de la réalité. C'est une méthode dialectique pour l'action.

## **1. L'éthique de Calvin est une éthique christocentrique**

Dans la théologie réformée, l'éthique n'a pas d'autonomie. Elle ne se fonde sur aucune morale ni sur aucun droit naturels. Elle reçoit toute sa substance et sa vie de la théologie, qui est elle-même, au premier chef, une christologie (une science du mystère du Christ).

Pour bien comprendre à quel point ces deux disciplines — théologie et éthique, foi et action — sont étroitement liées dans l'esprit et dans la vie du Réformateur, nous citerons une phrase historique de Calvin. Elle nous fera comprendre, probablement mieux qu'un long développement théorique, le vaste champ que ce grand théologien du salut par la seule grâce assigne à la pensée et à l'action éthiques. Sur son lit de mort, il y a donc exactement quatre cents ans, parlant de son arrivée à

---

<sup>1</sup> Cf. A. BIÉLER: *La pensée économique et sociale de Calvin*, Genève, 2<sup>e</sup> édition, 1961 (Publications de la Faculté des sciences économiques et sociales de l'Université de Genève, vol. XIII).



Genève, il déclare: « Quand je vins premièrement en cette Eglise, il n'y avait quasi comme rien: on prêchait et puis c'est tout... il n'y avait aucune réformation. »

En disant cela, Calvin ne sous-estime nullement les efforts qu'avaient faits ses prédécesseurs, Farel et Viret, et ceux qu'il avait dû faire lui-même, pour restaurer l'Eglise en réformant d'abord la prédication, la liturgie et les sacrements. Mais pour lui, le théologien par excellence de la Parole de Dieu, le témoignage qui découle de cette Parole n'est encore qu'un témoignage embryonnaire lorsqu'il se limite à la prédication et à la vie interne de l'Eglise. Il faut que ce témoignage *s'actualise* en pénétrant dans la vie profane, par la réflexion éthique d'abord, et par une action concertée ensuite, qui fasse passer cette éthique dans la vie privée des croyants pour commencer, puis dans la vie de toute la société.

Cette attitude du Réformateur découle tout naturellement de son enseignement sur la vie chrétienne.

Il n'y a pas de vie humaine authentique, pas d'humanisme vrai, qui ne commence par l'expérience de la *vie nouvelle en Christ*. Le premier temps de cette vie nouvelle est la *justification par la foi* (c'est-à-dire la certitude que l'on est aimé et libéré par Christ). C'est, dit Calvin, « le premier article de la religion chrétienne ». Or, cette justification gratuite par la foi ne laisse pas l'homme inactif; elle ne supprime pas les œuvres, comme on l'a parfois prétendu; au contraire, elle les provoque.

Ce point de doctrine est si important pour Calvin qu'il n'hésite pas à dire: « Nous ne sommes point justifiés *sans* les œuvres, bien que ce ne soit point *par* les œuvres. »

Et les bonnes œuvres authentiques, celles qui témoignent d'une foi vivante et conforme à l'Esprit du Seigneur, ce sont précisément celles qui ont un caractère social et qui reflètent la compassion messianique du Seigneur lui-même pour le monde des déshérités. A cette pierre de touche on peut même distinguer les œuvres qui procèdent de la foi de celles qui ne sont que des œuvres charnelles (c'est-à-dire visant à la propre justice de celui qui les accomplit). « Quand il n'y a point de compassion envers les pauvres, — écrit Calvin — qu'on les tourmente, qu'on les fâche, qu'on les dépouille, et qu'il n'y a point de miséricorde, tout ce qu'on peut faire au reste n'est qu'abomination devant Dieu; il rejette tout, sinon qu'on soit humain pour avoir pitié de ceux qui ont fauté. »

Ainsi *foi* et *action* sont absolument inséparables dans l'éthique calvinienne. Et cette éthique ne se contente pas des actions charitables individuelles. Elle embrasse toute la vie politique collective au sens le plus large du terme, englobant les activités économiques et tous les rapports sociaux.

## **2. L'éthique de Calvin est une éthique biblique, accordée au dynamisme de l'histoire**

Il ne suffit pas de dire que l'éthique de Calvin est une éthique biblique. Ce qui est exceptionnel, chez lui, c'est la façon toute particulière avec laquelle il utilise la Bible comme source de l'éthique.

Que l'Écriture soit pour Calvin le fondement de toute vie, de toute pensée et de toute action, nous le savons bien. C'est, dit le Réformateur, « le principe qui discerne notre religion de toutes autres ».

Et que la révélation biblique soit divine dans son entier et pleinement suffisante, cela ne fait aucun doute pour le Réformateur. Ceux qui prétendent le contraire, dit-il avec son langage coloré, sont « de vilains crapauds ».

Mais la grande audace de Calvin, c'est de ne pas hésiter pour autant à considérer la Bible, dans son expression *humaine*, comme un livre contingent, écrit à un certain moment de l'histoire, et dont l'éthique, par conséquent, dans sa formulation légale, est liée à une civilisation et à une société données. Si fondamentalement attaché à l'Écriture que soit Calvin, il ne se satisfait nullement d'une interprétation biblique qui serait générale, abstraite, statique, conceptuelle et intemporelle. Pour comprendre l'enseignement éthique de l'Écriture, il faut connaître le milieu social dans lequel ont vécu les témoins bibliques; et il faut analyser les structures et les mécanismes économiques de leur époque.

Prenons un exemple, le plus typique, celui du prêt à intérêt.

Au lieu de répéter les traditionnelles spéculations de la scolastique sur l'interdiction de l'usure ordonnée par l'Ancien Testament, Calvin fait une analyse très perspicace de la pratique de l'intérêt dans la société antique. Il en conclut que les enseignements prophétiques de la Bible sur le prêt à intérêt sont une salutaire mise en garde contre l'exploitation économique de l'homme par l'homme; mais que l'interdiction de l'intérêt ne saurait être rapportée telle quelle aux pratiques nouvelles du crédit de la société moderne. Elle concerne une situation historique très particulière, celle du peuple d'Israël. On ne saurait transposer sans autre indication de ce genre à d'autres situations sociales et économiques.

Mais il ne suffit pas de dire cela. Il s'agit de savoir quelle signification garde l'enseignement biblique sur le prêt à intérêt, appliqué à une situation et à une civilisation nouvelles. Pour cela, il faut procéder à une *analyse rationnelle* des faits sociaux contemporains et de la conjoncture économique.

### **3. L'éthique de Calvin est une éthique rationnelle, accordée aux fluctuations de la conjoncture socio-économique**

Pour que l'éthique biblique informe et commande l'obéissance des fidèles, comme elle doit le faire dans toute église chrétienne digne de ce nom, il faut raccorder cette éthique aux réalités socio-économiques fluctuantes de l'histoire contemporaine. Pour cela, il faut procéder à un examen objectif scientifique de ces réalités.

Si nous reprenons l'exemple du prêt à intérêt, nous voyons avec quelle lucidité Calvin a observé les faits et les mécanismes économiques de son époque. Devançant les meilleurs spécialistes de son temps, il est l'un des premiers à avoir reconnu le rôle extraordinaire que devait jouer le développement rapide du crédit dans la société moderne naissante; mais il a dénoncé, de façon plus prophétique encore,

les risques de cette activité financière et les dangers sociaux terribles qu'elle faisait courir à cette société si on n'opposait pas à son développement anarchique l'intervention d'une éthique rigoureuse.

Le temps nous manque, malheureusement, pour en parler avec plus de détails. Relevons simplement ce que l'enseignement de Calvin nous montre à ce propos, à savoir que l'éthique chrétienne de la société ne saurait être élaborée une fois pour toutes. Elle suit, au contraire, de très près l'*actualité* et elle se *renouvelle* au fur et à mesure des fluctuations de la conjoncture politique et économique. Et pour que cette réadaptation soit continue, qu'elle ne soit pas stoppée par la paresse conservatrice, Calvin a mis en pratique une méthode dialectique d'intervention éthique extrêmement originale.

#### **4. Une méthode dialectique pour l'action**

Une bonne analyse biblique d'une part, et l'examen lucide d'une situation d'autre part, ne suffisent pas encore à *opérer sur l'histoire*. L'action ne commence qu'à partir du moment où l'on fait pénétrer tant soit peu les résultats de la réflexion éthique dans la réalité historique concrète. Sur ce point encore, Calvin demeure exemplaire. Il fut aussi efficace dans l'action que perspicace dans l'analyse.

Pour s'en rendre compte, il vaut la peine de suivre les débats des Conseils de Genève, du vivant du Réformateur, comme après sa mort d'ailleurs. Continuons de prendre l'exemple du prêt à intérêt. En lisant les registres des Conseils, on voit, mois après mois, magistrats et pasteurs s'interroger mutuellement sur les modifications à apporter au taux de l'intérêt, afin d'adapter toujours à nouveau, et de façon concrète et réaliste, les impérieuses exigences de la Parole de Dieu d'une part aux baisses et aux hausses de la conjoncture économique d'autre part. On voit ainsi s'illustrer la méthode calvinienne d'interprétation biblique et d'application de l'éthique chrétienne collective à une situation historique particulière. Et l'on comprend pourquoi et comment cette méthode, respectueuse aussi bien des enseignements permanents de la Parole de Dieu que de la réalité humaine vivante et toujours fluctuante, s'est avérée capable d'influencer de façon sensible l'évolution sociale d'une époque.

Quelle leçon pouvons-nous donc tirer de cette méthode et de l'exemple d'une éthique sociale audacieuse et dynamique que nous laisse Calvin ? C'est la question que nous pouvons maintenant nous poser.

#### **5. Une éthique pour notre temps ?**

On sait quel conflit oppose, depuis le début de la révolution industrielle, les partisans d'idéologies diverses qui voudraient assujettir la vie économique et sociale aux programmes qui découlent des multiples conceptions de la société élaborées par les philosophes du XVIII<sup>e</sup> et surtout du XIX<sup>e</sup> siècle.

Les unes, comme les idéologies libérales et socialistes, reposent sur une analyse partielle des faits, conditionnée par une vue idéaliste de la société. D'autres, comme l'idéologie communiste, prétendent ne tenir compte que des faits matériels, au mépris de la foi et sans recours prioritaire aux idées.

A cet antagonisme mortel des idéologies, le christinisme institutionnel n'a pas su apporter jusqu'ici, sur le plan des options collectives, un correctif efficace. Car, ou bien il est plus soucieux de mystique que de vérité, et il méprise les réalités matérielles collectives, comme si celles-ci n'appartenaient pas au monde de la création dans lequel le Christ s'est incarné, ou bien ses théories sociales relèvent plus de l'idéalisme sentimental ou de la morale naturelle que d'une connaissance rigoureuse de la Parole de Dieu et d'une analyse scientifique des réalités humaines économiques et sociales.

Si Calvin a eu, en si peu de temps, une prise si efficace sur l'histoire et sur l'évolution de l'économie, au sujet de laquelle les historiens et les économistes s'interrogent encore aujourd'hui, c'est que son action a procédé d'une méthode *doublement réaliste*, reposant d'une part sur une observation perspicace et scientifique des faits matériels, et d'autre part sur la connaissance objective la plus profonde que l'on puisse avoir de l'homme, de ses fins et de ses moyens, celle que nous révèle l'éternelle Parole de Dieu.

Il nous paraît, pour ces mêmes raisons, que si les chrétiens mettaient à nouveau en pratique, avec tous les moyens modernes que cela implique, les méthodes calviniennes de pensée et d'action, à la fois pleinement adaptées à la nature spirituelle de l'homme et tout à fait accordées à la nature des choses, des faits matériels et de l'histoire, ils seraient peut-être capables de proposer au monde un humanisme réaliste, qui s'écarterait aussi bien d'une certaine religiosité chrétienne si répandue aujourd'hui, toute intérieure et sans prise sur les réalités sociales collectives, que du matérialisme de l'Ouest et de l'Est, qui ne soucie pas de la vie spirituelle de la personne humaine. Les chrétiens pourraient ainsi se libérer de ce que François Perroux appelle «le dogmatisme coriace» des idéologies et apporter un précieux correctif au libéralisme, partiellement utopique, et aux diverses formes du socialisme, en partie chimérique, qui s'affrontent vainement aujourd'hui. Ils pourraient peut-être, de ce fait, permettre à l'humanité de dépasser les conflits actuels devenus quasi traditionnels et de plus en plus artificiels qui menacent de la détruire stupidement.

Enfin, en vivant de façon consciente et concrète avec une éthique politico-sociale qu'ils auraient toujours à recréer, à réinventer, sous le double choc permanent de la Parole du Dieu vivant d'une part, et des mouvements fluctuants de l'histoire d'autre part, les chrétiens contribueraient résolument à *profaner* les tabous idéologiques et les dangereux idéaux plus ou moins officiels de l'Est et de l'Ouest, qu'ils associent encore idolâtrément à leur culte. Ils rendraient ainsi aux aménagements nécessaires de la cité terrestre leur caractère profane et relatif, et ce que Jacques Maritain appelle, à juste titre, leur aspect «périgrinal», en attendant l'avènement de la cité de Dieu, où dominera le seul absolu qui fût à jamais légitime, l'amour divin.



## 6. Interrogation et suggestion

Nous pourrions nous arrêter là. En rendant un hommage mérité au Réformateur Jean Calvin, nous aurions dégagé de son enseignement quelques directives générales sans portée pratique immédiate et nous pourrions nous estimer satisfaits de cette commémoration d'un passé glorieux qui flatte notre orgueil confessionnel.

Mais une telle commémoration serait en réalité une grave trahison infligée à la mémoire du Réformateur. Car rappeler ce que fit Calvin, c'est tout simplement rappeler comment celui qui prétend vivre de l'Évangile se porte à la rencontre du monde pour secourir les déshérités et se compromettre en leur faveur, avec l'impudence de la charité, le discernement de la pensée rationnelle et l'efficacité de la science et de la technique.

Rendre hommage d'une façon conséquente à la mémoire du Réformateur, dans le domaine qui nous occupe, c'est donc s'interroger sur l'attitude des chrétiens à l'égard des souffrances humaines contemporaines, c'est examiner l'action et les méthodes de nos églises en face des fléaux sociaux de notre temps et c'est chercher les chemins toujours nouveaux d'une fidélité chrétienne réaliste et efficace. Tentons donc un bref examen de conscience et examinons-en lucidement quelques conséquences.

L'avènement de l'ère industrielle, tout en apportant, en un peu plus de quatre siècles, un enrichissement considérable à l'ensemble de l'humanité, a créé, en deux phases distinctes, un violent déséquilibre entre riches et pauvres. En Occident, la première phase de ce déséquilibre s'est manifestée, au XIX<sup>e</sup> siècle, par l'enrichissement des classes possédantes et la paupérisation du prolétariat. Chacun sait à quelles luttes sanglantes cette disparité a conduit et à quel prix s'est établi un équilibre relatif qui, bien qu'instable, est devenu organique.

Jusqu'à l'aube de cette période, et pendant près de vingt siècles, les chrétiens et les Églises s'étaient signalés comme les défenseurs et les protecteurs des pauvres.

L'histoire atteste que, dans l'ensemble, et à part d'importantes exceptions qu'il ne faudrait pas négliger, ils n'ont pourtant plus tenu ce rôle depuis l'avènement de l'ère industrielle. C'est pourquoi, probablement, ils ont perdu la majeure partie de leurs effectifs et de leur crédit auprès des masses populaires. S'ils n'ont pas manqué de bonne volonté ni de charité, le reproche objectif qui doit leur être adressé (par eux-mêmes, s'ils sont clairvoyants) tient en un seul mot: inconscience. Nous avons été inconscients de l'ampleur collective des phénomènes sociaux (par manque d'analyse objective) et, à cause de cela, nous n'avons pas trouvé ni proposé des remèdes qui fussent entièrement adaptés à la situation. La charité individuelle que les chrétiens ont manifestée garde toute sa valeur morale et spirituelle; mais les moyens que celle-ci a mis en œuvre n'étaient pas à la mesure des maux à corriger; elle s'est trop souvent contentée de panser les blessures sans se soucier d'en éliminer les causes. Ce devrait être pourtant le principal souci d'une charité intelligente.

La deuxième phase du déséquilibre de l'ère industrielle est un spectacle qui s'offre à nos propres yeux. Il s'agit de la tragique disparité croissante entre les pays

riches et les pays pauvres. Tandis que la première phase se jouait et se joue souvent encore sur le plan local, la seconde a pour théâtre le monde entier. Sur ce vaste champ d'action, qui est aujourd'hui le terrain de notre commune responsabilité, on voit que, chaque jour, l'enrichissement des riches se poursuit, et que la multiplication et la paupérisation des pauvres s'accroissent. Le phénomène de surchauffe dont se plaint notre pays n'est, par certains de ses côtés, qu'un aspect très mineur, mais caractéristique, de cette tragédie. Il serait trop long, mais pourtant aisé, de démontrer que notre richesse suisse, comme celle de tous les pays qui se disent chrétiens, est en partie, directement ou indirectement, le fruit de prélèvements économiques opérés sur les pays pauvres.

Mais comme il s'agit d'un processus social collectif à longue dimension, imperceptible à la conscience individuelle, nous conservons à l'égard de cette tragédie une conscience peu troublée.

Et l'on retrouve chez nous, chrétiens, en face de la seconde phase historique de paupérisation de l'ère industrielle, la même attitude caractéristique que lors de la première: l'inconscience. « Le mal profond, écrit le Père Lebreton, est l'inconscience plus que la pauvreté. » Inconscience quant à la nature du drame; et inconscience, par conséquent, quant aux *moyens* à mettre en œuvre pour maîtriser ce nouveau fléau.

L'analyse lucide et rationnelle des faits socio-économiques contemporains, Calvin nous l'a enseigné, fait partie de la fonction éthique de l'Eglise. Or, cette analyse est déjà faite par les savants de notre temps; il n'y a pas à la refaire; elle est à notre disposition. Les organes techniques de l'Organisation des Nations Unies, dont la F.A.O., de même que des hommes éminents comme Alfred Sauvy, François Perroux, Josué de Castro, Tibor Mende, René Dumont, le Père Lebreton, et bien d'autres encore ont produit sur ces sujets une abondante littérature. Il n'est pas nécessaire, à l'heure actuelle (bien que ce soit toujours souhaitable) de voyager dans les pays du tiers-monde pour savoir ce qui s'y passe. Une littérature scientifique précise et objective est à la disposition de tous les honnêtes gens. Il n'y a vraiment plus d'excuse à l'ignorance. Tous les auteurs qui ont étudié consciencieusement la situation des pays pauvres s'accordent à relever les faits suivants: le taux d'accroissement des *populations pauvres* est *beaucoup plus rapide* que le taux le plus favorable de *leur développement économique*. Une grande partie du tiers-monde marche donc vers ce que Sauvy appelle « la multiplication dans la misère ».

Or, pendant que les pays pauvres s'appauvrissent, le niveau de vie des pays développés s'élève, ce qui fait que la différence entre riches et pauvres s'accroît; et comme le nombre des pauvres s'appauvrissant augmente beaucoup plus vite que celui des riches s'enrichissant, leur décalage numérique s'accroît pendant que leur disparité économique s'aggrave. La distance entre le niveau de dépenses des grandes masses les moins développées (calculé par tête d'habitant) et le niveau de dépenses des peuples minoritaires les plus évolués matériellement est estimé aujourd'hui de 1 à 40. On a calculé qu'elle passera, dans un temps assez proche, de 1 à 100! Si donc rien ne vient *renverser* les deux tendances signalées ci-dessus, l'animosité des non privilégiés, représentés en majorité par les masses asiatiques en effervescence, se



manifestera avec une violence et avec des moyens d'action toujours plus grands. A l'ère atomique, on sait ce que peut réserver la colère de telles masses. On sait aussi d'ailleurs que, grâce à l'abaissement progressif du coût des armes nucléaires, les pays pauvres pourront bientôt posséder un armement atomique; et, ce qui est plus grave encore, ces armes seront d'autant plus « sales » qu'elles seront meilleur marché. Seuls les pays riches pourront se payer le luxe chevaleresque d'utiliser des armes dites « propres »!

Si l'on regarde donc les choses calmement, sans être alarmiste, mais sans être non plus aveugle, en demeurant tout simplement objectif, on s'aperçoit que le monde avance vers une situation inextricable, devant laquelle le sort des peuples riches est aussi menacé que celui des peuples pauvres.

Alfred Sauvy, le Père Le Bret et bien d'autres ont analysé de façon minutieuse chacun des remèdes qui ont été proposés ces dernières années pour stopper le glissement fatal des pauvres vers une plus grande pauvreté: limitation des naissances, aide technique, prêts à longs termes, épargne forcée, investissements privés et publics, diffusion du savoir, etc. Chiffres en mains, on peut d'ores et déjà établir qu'à vues humaines aucun de ces remèdes, seul ou ajouté aux autres, n'est à même de renverser les tendances en présence. Pour que le taux d'accroissement des subsistances rattrape celui de la population, et pour que le taux de développement des pays pauvres dépasse celui des pays riches, pour que s'amorce simplement le démarrage de leur développement relatif, il faudrait que les premiers affectent 12 % de leur revenu national à l'épargne intérieure, ce qui est quasi impossible, et que les seconds offrent aux premiers, sans retour, 3 % de leur revenu national, ce qui est actuellement impensable. En effet, le total de l'aide effective apportée par les pays évolués, sous toutes les formes, ne s'élève pas aujourd'hui au 1 % du revenu national. L'ensemble de toutes les solutions raisonnables proposées jusqu'ici est donc sans espoir.

Cela ne veut pas dire que tous les efforts qui sont entrepris, que toutes les réformes de structure du commerce international qui sont envisagées, que tous les capitaux qui sont investis, que toutes les actions privées et publiques, laïques ou ecclésiastiques, qui se déploient à l'heure actuelle, ou qui sont prévues pour les prochaines années, sont inutiles; bien au contraire, elles sont nécessaires, urgentes, indispensables; mais tous leurs effets additionnés ne sont pas à même de *renverser* les tendances fatales dont nous venons de parler.

Et pourtant il y aurait une solution tout à fait réalisable matériellement, si l'on pouvait faire tomber un certain nombre de préjugés tenaces. Les pays riches de l'Est et de l'Ouest, U.R.S.S. comprise, affectent aujourd'hui, en moyenne, 7 % de leur revenu national à l'armement. Si l'on investissait progressivement 3 de ces 7 % dans les pays pauvres, on pourrait *renverser* petit à petit le courant tragique de la fatalité et opérer le *redressement* souhaité des tendances.

Il faudrait donc que quelqu'un se charge de proposer cette opération aux gouvernements de l'Est et de l'Ouest, de telle façon que l'équilibre mondial des forces ne soit pas modifié, et de telle façon aussi que les pays pauvres soient eux-mêmes entraînés à modérer leurs dépenses en armements de prestige.

Il semble bien que nul ne serait mieux placé pour cela que les Eglises chrétiennes des diverses confessions. Ne forment-elles pas une sorte d'internationale spirituelle tout à fait indépendante, par sa nature transcendante, de toute idéologie humaine ? Et n'ont-elles pas reçu de Dieu la mission séculaire et inaliénable de s'identifier aux pauvres de ce monde, d'intervenir en leur faveur auprès des riches et de travailler à l'avènement de la paix ?

Et qui, au sein des Eglises de l'Est et de l'Ouest, plus ou moins solidaires des politiques des deux blocs, serait mieux à même de prendre l'initiative d'une telle démarche que les Eglises d'un pays neutre comme le nôtre, que les Eglises suisses ? Les Eglises suisses ne pourraient-elles pas proposer que le Conseil œcuménique des Eglises et que le Vatican interviennent en commun auprès de toutes les puissances riches de l'Est et de l'Ouest pour qu'elles convertissent *une part croissante de leur revenu national* en investissements désintéressés pour la lutte contre la faim, part qui devrait atteindre progressivement 3 % au moins du revenu national et qui serait obtenue en partie par un prélèvement équilibré sur les budgets d'armement jusqu'à ce que soit renversé le tragique rapport du développement et des subsistances ?

Mais les autorités ecclésiastiques, seules, ne peuvent pas tout faire. Il appartient à tous les hommes dignes de ce nom de se lever, maintenant et sans tarder, pour les encourager et pour lancer un défi victorieux à ces deux fatalités indissociables qui menacent le monde et qui se fécondent mutuellement : la marche de l'humanité vers la famine et sa course déchaînée au surarmement.

Mais nous avons touché un point extrêmement délicat. Nous avons parlé de dépenses militaires. Or, dans les pays déchristianisés, aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest, de même que dans les pays sous-développés, l'armée est devenue un tabou quasi religieux. Si bien que l'on ne peut plus aborder les problèmes qui touchent à l'armée sans provoquer des réactions émotionnelles qui rendent presque impossible une discussion objective.

C'est pourquoi nous aimerions beaucoup mieux, quant à nous, ne pas mettre le doigt sur ce point névralgique et éviter de déclencher inutilement des réflexes pénibles.

Mais examinons de façon réaliste les problèmes de la faim et de la misère dans le monde aujourd'hui. On s'aperçoit d'une part qu'ils ne peuvent pas être résolus sans un recours à une masse importante de capitaux, et que d'autre part, ces capitaux ne peuvent pas être prélevés en quantité suffisante sur le circuit ordinaire de l'économie sans déclencher une grave récession. Seule la masse des capitaux en grande partie stériles engagés dans les armements constitue aujourd'hui une réserve suffisante qui soit assez rapidement mobilisable. Si l'humanité veut vraiment répondre, sans tricher, aux besoins réels et urgents des hommes, elle n'a pas les moyens de financer de façon efficace en même temps les œuvres de mort et les œuvres de vie. Il faut qu'elle choisisse. L'Eglise peut-elle faire semblant de l'ignorer, et se contenter de proférer des généralités vagues et banales ?

Elle peut d'autant moins le faire que le gaspillage énorme des richesses humaines investies dans les entreprises de destruction, à l'heure où des milliers d'êtres

créés à l'image de Dieu meurent de faim, est et demeure un scandale aux yeux de Dieu qu'aucune justification momentanée ne saurait définitivement atténuer. Et ce gaspillage n'est nulle part aussi préjudiciable que dans les pays sous-développés eux-mêmes.

Mais nous ne devons nous faire aucune illusion. Nous savons d'avance que toute initiative tendant à venir en aide aux pays sous-développés se heurte à des montagnes de difficultés. La complexité des problèmes relatifs à la misère de ces pays est si grande qu'elle décourage beaucoup de ceux qui s'y consacrent. Nombreux sont ceux qui, à cause de cela, évoquent ces difficultés pour éviter d'avoir à s'engager. Et il n'est pas douteux que si les Eglises empoignent les problèmes que nous venons d'évoquer avec la volonté d'aboutir, elles susciteront inévitablement de fortes oppositions et d'innombrables critiques. Mais la mission de l'Eglise est-elle de se préoccuper davantage de son prestige que de la vérité dont le monde a besoin ? Qui donc pourra encore prononcer les paroles libératrices et accomplir les actes témoins qui proviennent d'un au-delà de la sagesse et des calculs humains si l'Eglise ne le fait pas ?

Regardons les choses en face : le tiers-monde ne sortira pas de son borbier si nous ne l'aidons pas à s'aider lui-même. Pour cela il a besoin d'hommes qualifiés. La formation des hommes est un problème prioritaire. Mais il a besoin aussi de capitaux, de beaucoup de capitaux et rapidement. A cette double fin, les initiatives privées actuelles et les actions gouvernementales sont nécessaires, indispensables. Mais elles sont insuffisantes. Elles ne sont pas du tout à l'échelle des fléaux à combattre immédiatement <sup>1</sup>.

Et les œuvres charitables de l'Eglise, telles que les œuvres missionnaires et les actions d'éducation et d'entraide, sont, et demeureront toujours à l'avenir, ses œuvres essentielles. Il est urgent d'en accroître le nombre et d'en renforcer l'action. Mais la fonction éthique de l'Eglise ne comporte-t-elle pas aussi, à côté de ses œuvres, une action de nature prophétique et politique qui regarde l'ensemble de la société ?

Or, cette action s'exerce trop souvent à retardement. Et l'Eglise est trop souvent à la remorque du monde, au lieu d'être la conscience du monde. Quand, par exemple, l'Eglise proteste contre la guerre, elle n'a pas tort de le faire ; mais il sied bien davantage à sa mission d'agir *sur les causes de la guerre*, et de le faire *assez tôt*.

Lorsque, dans quelque temps, les tensions du monde se seront accrues et qu'elles feront planer sur l'humanité des menaces apocalyptiques, les Eglises se réuniront, comme elles l'ont souvent fait et à juste titre d'ailleurs, pour implorer, in extremis, l'intervention du Seigneur. Mais quelle valeur aura une prière qui n'aura pas été précédée, dans une obéissance de la foi, et quand il en était encore temps, d'actions réfléchies mais compromettantes ?

---

<sup>1</sup> L'urgence des secours immédiats dont le monde a besoin laisse naturellement intact, cela va sans dire, l'impérieux devoir de réformer les structures du commerce international, de telle façon qu'à longue échéance l'assistance se transforme en véritable coopération de tous les peuples au développement général.

Le souvenir de Calvin n'est-il pas propre à nous rappeler qu'en face du désordre du monde, et de toutes les réticences du conformisme raisonnable, seule est vraiment intelligente et sage, et à la mesure de la démesure de l'histoire, la folie de la foi?

Au Concile du Vatican, un évêque rappelait la volonté de Dieu de mettre toutes les richesses de la terre à la disposition de tous les hommes, et le rapport de l'Assemblée du Conseil œcuménique des Eglises, à Evanston, disait ceci: « Il faut que le cri de la moitié de l'humanité qui demande aujourd'hui le pain nécessaire à sa subsistance soit entendu par les chrétiens comme le cri du Christ. »<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> On trouvera, dans le petit volume intitulé: *Calvin prophète de l'ère industrielle* (Labor et Fides, Genève, 1964), un développement détaillé des éléments principaux de cet exposé.

